

Forum : Forum des citoyens sur la gouvernance

Thématique : Vers une nouvelle gouvernance plus horizontale à toutes les échelles pour réenchanter le monde de demain ?

Nom du Citoyen: Ceren OZKUL

Situation familiale ☒ Marié/en couple ☐ Célibataire ☐ Avec enfants, si oui combien <u>2</u>	Niveau d'étude ☐ Primaire ☐ Secondaire ☒ Universitaire
---	--

1. De quelle manière êtes-vous concerné par le sujet ?

Je m'appelle Ceren OZKUL, je suis un homme chinois de 54 ans. Je travaille depuis près de trente ans comme gestionnaire administratif dans une administration publique supervisée par le Parti communiste chinois. Mon travail consiste à coordonner les services administratifs, appliquer les décisions des autorités et garantir le bon fonctionnement des politiques publiques. Je suis marié et père de deux enfants. Grâce à la stabilité de mon emploi, j'ai pu offrir à ma famille un niveau de vie confortable et financer les études de mes enfants.

Dans mon expérience, une gouvernance verticale est essentielle pour assurer la stabilité d'un pays aussi vaste que la Chine. Notre administration doit prendre des décisions rapidement, sans être bloquée par des débats interminables ou des intérêts particuliers. Une autorité forte permet de maintenir l'ordre, de coordonner les politiques nationales et de réagir efficacement face aux crises économiques, sanitaires ou sécuritaires.

Je comprends que certains citoyens souhaitent davantage de participation aux décisions publiques. Cependant, je pense qu'une gouvernance trop horizontale peut ralentir le processus décisionnel et créer des divisions. Lorsque chacun défend uniquement son intérêt, il devient plus difficile de trouver un consensus. Pour moi, les représentants de l'État disposent des compétences et de l'expérience nécessaires pour prendre les meilleures décisions dans l'intérêt général.

Je suis également convaincu que la coopération internationale est importante, mais chaque État doit conserver sa souveraineté et choisir le modèle de gouvernance qui correspond à son histoire, à sa culture et à ses besoins. Un système qui fonctionne dans un pays ne peut pas être appliqué automatiquement partout.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

À mon niveau, je souhaite renforcer la confiance entre les citoyens et les institutions en favorisant une relation fondée sur l'écoute, la transparence et la responsabilité, sans remettre en cause l'organisation verticale de l'État. Cela passe d'abord par une présence plus proche des citoyens et par un dialogue régulier permettant de mieux comprendre leurs préoccupations et leurs attentes.

Les administrations devraient également communiquer davantage sur leurs décisions afin d'améliorer la transparence et d'expliquer clairement les raisons des politiques mises en place. Il est aussi essentiel d'améliorer le suivi des demandes et des problèmes signalés, afin que les citoyens puissent savoir quelles démarches ont été engagées et quels résultats ont été obtenus. De même, rendre les décisions publiques plus compréhensibles et reconnaître clairement les difficultés ou les

limites rencontrées permettrait de construire une relation plus transparente et plus crédible avec la population. Je suis favorable à la consultation des citoyens, mais cette participation doit rester organisée et encadrée. Les enquêtes publiques, les plateformes numériques de consultation ou encore les réunions locales peuvent permettre aux habitants d'exprimer leurs préoccupations et de faire des propositions, tout en laissant la décision finale aux autorités compétentes. Je pense qu'il est essentiel de mieux former les fonctionnaires afin qu'ils soient plus proches des citoyens, plus efficaces et plus attentifs à leurs besoins. Une administration compétente, disciplinée et responsable contribue ainsi à renforcer la confiance de la population.

Enfin, je considère qu'une gouvernance verticale moderne n'est pas incompatible avec l'écoute des citoyens. Au contraire, un État fort peut prendre en compte certaines propositions de la population tout en conservant une direction claire, une stabilité institutionnelle et une vision à long terme pour le développement du pays. L'objectif n'est donc pas de modifier l'organisation de l'État, mais de renforcer, à mon niveau, la qualité du lien entre les citoyens et les institutions.